



Communiqué du 15/04/2016

Pour assurer le succès de la grève interprofessionnelle du 28 avril et discuter des suites : AG dans les écoles, les établissements et les services.

Appel à tous les personnels

Depuis des semaines, par centaines et centaines de milliers, les salariés, les jeunes sont mobilisés pour le retrait du projet de loi El Khomri. Le 31 mars, 1 200 000 ont manifesté. Bien plus ont fait grève.

C'est un mouvement de fond : les salariés, les jeunes, veulent le retrait.

Ils ne veulent pas lâcher. Ils veulent faire reculer le gouvernement et rien n'entame leur détermination, ni les manœuvres du gouvernement, ni ses tentatives d'enfumage, ni les provocations contre les jeunes...

Ils s'appuient sur l'action commune des organisations FO, CGT, FSU, Solidaires, UNEF, FIDL, UNL qui appellent à amplifier le rapport de force pour le retrait du projet de loi El Khomri et ont décidé la grève interprofessionnelle le 28 avril.

Le Comité confédéral national de FO, réuni les 13 et 14 avril, appelle à « réussir la journée de grève interprofessionnelle et de manifestations le 28 avril. Dès à présent, il appelle à l'organisation d'AG dans les entreprises et administrations pour assurer le succès de cette journée et discuter de la poursuite de l'action en particulier par la grève sur le seul mot d'ordre de retrait du projet de loi ».

Les organisations syndicales (CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL) réunies le 14 avril appellent à organiser des AG pour assurer le succès du 28 avril et décider de la poursuite de l'action.

Avec la confédération FO, la FNEC FP-FO appelle les personnels de l'éducation nationale, de la culture, de la formation professionnelle à participer massivement à la grève et aux manifestations le 28 avril aux côtés des salariés du public et du privé, aux côtés des jeunes.

Elle appelle les personnels à se réunir en assemblées générales, dans les écoles, dans les établissements, dans les services administratifs, à la Culture, à l'AFPA.

Il s'agit de décider, de préparer la grève, de rassembler la masse des personnels sur le retrait de la loi El Khomri. Obtenir ce retrait, contraindre le gouvernement à un recul, ouvrirait la voie à toutes les revendications urgentes.

La FNEC FP-FO appelle à la convocation d'assemblées générales pour poser la question de la poursuite de la grève, si le gouvernement ne cède pas.

